



Liberté • Égalité • Fraternité  
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU PUY-DE-DÔME

PRÉFECTURE DU PUY-DE-DÔME  
ARRÊTÉ N°

18 0 1 1 6 7

**ARRÊTÉ PRÉFECTORAL**

Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
Auvergne-Rhône-Alpes

**Portant mise en demeure de respecter  
les prescriptions réglementaires  
Installations Classées pour la  
Protection de l'Environnement  
SELECTIS ECO RECYCLAGE  
Commune de RIOM**

*Préfet du Puy de Dôme  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'Ordre National du Mérite*

**VU** le Code de l'environnement, et notamment ses articles L.171-6, L.171-8, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R 512-39-1 ;

**VU** le Code de Justice Administrative ;

**VU** l'arrêté préfectoral en date du 26 juin 2006, modifié, autorisant la SA SELECTIS à Riom à exploiter une installation de transit et de tri de déchets en provenance du BTP, des déchets d'activités économiques et des encombrants des collectivités sur le territoire de la commune de Riom, ZI du Maréchat, Rue Michel Servet ;

**VU** le changement d'exploitant en date du 8 janvier 2015 au bénéfice de la SARL Selectis Eco Recyclage ;

**VU** la procédure de liquidation judiciaire ouverte par le tribunal de Commerce de Clermont-Ferrand le 16 mars 2017 et désignant Maître SUDRE, 2 av Raymond Bergougnan à Clermont-Ferrand, comme liquidateur judiciaire ;

**VU** le rapport de l'inspecteur de l'environnement du 15 mars 2017 transmis à l'exploitant le 16 mars 2017 et le rapport du 7 mai 2018 transmis à l'exploitant le 15 mai 2018, conformément aux articles L 171-6 et L 514-5 du Code de l'Environnement ;

**VU** les réponses de l'exploitant aux transmissions des rapports sus-visés ;

**CONSIDERANT** que, lors d'une visite d'inspection sur les lieux en date du 24 avril 2018, l'inspection des installations classées a constaté que les installations précédemment exploitées par la Société SELECTIS ECO RECYCLAGE 1 Rue Michel SERVET à RIOM présentaient un important stockage extérieur de déchets en mélange : gravats, placoplâtre, gaines PVC, plastiques d'emballage, cartons, bois, pneus, tôles, laine de verre etc ;

**CONSIDERANT** que l'exploitant n'a pas mis en œuvre les mesures demandées à l'article R 512-39-1 du Code de l'Environnement afin d'assurer la mise en sécurité du site ;

**CONSIDERANT** les dangers et inconvénients générés par cette installation pour les intérêts protégés par l'article L.511-1 du Code de l'Environnement, en raison :

- du risque de propagation d'un incendie au voisinage,
- de la gêne occasionnée par la dispersion des fumées pour les riverains (présence d'une aire d'accueil de gens du voyage avec risque d'intoxication),

- de la gêne occasionnée par la dispersion des fumées pour les circulations routières et ferroviaires à proximité du site avec risque d'accidents,
- de la pollution possible par les eaux d'extinction d'un éventuel incendie qui atteindraient le milieu naturel en raison de l'absence de dispositif de confinement ;

**CONSIDERANT** que lorsque l'inspecteur des installations classées a constaté l'inobservation des conditions imposées à l'exploitant d'une installation classée, le préfet met en demeure ce dernier de satisfaire à ces conditions dans un délai déterminé ;

**SUR PROPOSITION** de la Secrétaire Générale de la préfecture du Puy-de Dôme ;

## **ARRÊTE**

### **Article 1 – Champ de la mise en demeure**

Pour la mise en sécurité du site, en application de l'article R 512-39-1 III du Code de l'Environnement, Maître SUDRE, liquidateur judiciaire de la Société SELECTIS ECO RECYCLAGE sise 1 Rue Michel Servet à Riom, est mis en demeure de procéder à l'enlèvement des déchets et à leur élimination dans des installations autorisées et procéder au nettoyage du sol dans un délai de deux semaines. Maître SUDRE transmettra au préfet les documents attestant de la mise en œuvre des actions visées ci-dessus.

Ces délais courent à compter de la date de notification à l'exploitant du présent arrêté.

### **Article 2 – Sanctions**

Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles ci-dessus ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant, conformément à l'article L.171-7 du Code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L.171-8 du même Code.

### **Article 3 – Délais et voies de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du Code de l'Environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. En application de l'article R.421-1 du Code de justice administrative, cet arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Clermont-Ferrand dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication.

### **Article 4 - Notification et publicité**

Le présent arrêté sera notifié à Maître SUDRE et sera publié au recueil des actes administratifs du département.

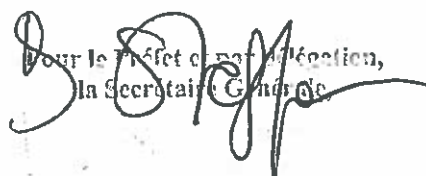
Copie en sera adressée à :

- Madame la Secrétaire Générale de la Préfecture,
- Monsieur le Maire de la commune de RIOM
- Madame la Directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement,

chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Clermont-Ferrand, le - 5 JUIL. 2018

Le Préfet,

  
 Pour le Préfet et par délégation,  
 la Secrétaire Générale

Béatrice STEFFAN